

un quelconque oubli, ou de l'inconscience.

A notre avis, il s'agit là de conséquences de la ligne politique électoraliste de l'Union de la gauche.

En effet, autour de la grève des PTT, une épreuve de force centrale entre la classe ouvrière et le gouvernement s'était engagée. L'enjeu: savoir qui ferait les frais de la crise économique.

En se poursuivant, en s'emplifiant, le mouvement de grève entrepris le 19 novembre pouvait contraindre le gouvernement actuel à laisser la place.

ALORS A QUI?

Une alternative existe; l'Union de la Gauche. Ce sont ses dirigeants eux-mêmes qui le disent. Alors pourquoi pas maintenant?

Et c'est bien là que le bât blesse. Jamais les dirigeants de l'Union de la Gauche n'accepteront de plein gré d'accéder au gouvernement portés par une mobilisation ouvrière. Ils savent très bien que dans ce cas leur programme, que ce soit sur le plan revendicatif ou un autre, sera rapidement dépassé par les travailleurs en lutte.

D'autant plus que la crise économique allant s'aggravant, gare à celui qui prendra le bâton!

Leur querelle actuelle, c'est une façon de dire aux travailleurs: "Modérez vos élans. Nous avons des divergences qu'il nous faut éclaircir; vous voyez bien que nous ne sommes pas encore prêts à prendre la relève."

Et, dans ce cadre, pour les directions nationales CGT et CFDT, liées à l'Union de la Gauche, il s'agit de faire en sorte de limiter les actions de la classe ouvrière à des actions de pression sur le gouvernement pour "entamer son autorité" (dixit C. Séguy) et passer avec lui "des compromis acceptables" (dixit Séguy-Maire)... en attendant la prochaine échéance électorale. Et surtout, garder le contrôle sur le mouvement, pour qu'il ne dépasse pas le cadre fixé.

ASSEZ DE TERGIVERSATIONS :

Une fois de plus la démonstration vient d'être faite que l'orientation politique défendue par les signataires de l'Union de la Gauche ne peut avoir de débouchés que sur le terrain électoral. A chaque fois que l'ampleur d'un mouvement ouvrier risque de provoquer le renversement du gouvernement bourgeois et de propulser les réformistes de l'Union de la Gauche aux commandes de l'Etat, ceux-ci font tout pour ne pas avoir à prendre leurs responsabilités politiques, et, en conséquence, laissent le mouvement s'enliser faute de perspectives et de mots d'ordre.

En 68, on nous a fait reprendre le travail en prétextant qu'il n'y avait pas d'issue politique au mouvement. Aujourd'hui, on nous dit: la perspective politique existe, c'est l'Union de la Gauche. La combativité ouvrière existe aussi.

Alors, QU'EST CE QU' ON ATTEND?

Ce dont les réformistes ont peur en fait, c'est que les ouvriers en lutte viennent à adopter la seule ligne politique réaliste, celle que les révolutionnaires indiquent depuis des décennies: s'appuyer sur le mouvement de masse de la classe ouvrière en lutte pour renverser le gouvernement bourgeois et instaurer un pouvoir ouvrier.